



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie de juin 2019*¹

L'Algérie de Tocqueville : chronique d'une colonisation ratée / Amine Boukerche

Éd. Apogée, 2018

Cote : 62.265

La bibliographie de l'auteur, du moins celle qui est accessible via Internet ou les catalogues des bonnes bibliothèques, se limite à trois ouvrages chez le même éditeur. Deux d'entre eux concernent Tocqueville ou certains aspects de son œuvre. Cette remarque liminaire ne doit pas être mal interprétée, surtout pas dans un sens péjoratif. Elle signifie pour l'essentiel qu'étant par ailleurs professeur de philosophie dans un lycée de Bretagne, occupation suffisante, à plein temps, pour bien de ses collègues, il a trouvé le temps et les encouragements nécessaires à ces publications.

Ses deux précédents ouvrages relèvent plus de la brève brochure journalistique, l'un de 2015 (« De la fragilité de la démocratie, une lecture de Tocqueville », l'autre de 2017 (« La citoyenneté républicaine face au libéralisme économique »). Ils peuvent sans doute être des galops d'essai, non pas qu'ils soient inintéressants mais sans doute plus convenus, de bonnes dissertations. Dissertation certes engagée pour le dernier en date, car elle reproche au libéralisme économique d'aliéner la citoyenneté républicaine.

Le troisième ouvrage, celui sous revue, est significativement plus ambitieux. Il le faut car les positions de Tocqueville à l'égard de la colonisation en général, de celle de l'Algérie en particulier sont, vues d'aujourd'hui, au moins ambiguës. Rappelons, s'il était nécessaire, son ouvrage premier, « De la démocratie en Amérique ». Politicien d'ambition, mandaté par une commission parlementaire, il séjourne en Algérie en 1847 pour publier son « Rapport sur l'Algérie », après quoi il aura d'autres préoccupations que cette Algérie.

Dans ce rapport, il se montre favorable à une « colonisation partielle de l'Algérie, adossée à une domination totale du territoire... ».

La thèse exprimée par Amine Boukerche est sans appel : si l'on avait à l'époque écouté le philosophe, la guerre d'Algérie n'aurait jamais eu lieu. Ici, je force évidemment le trait trop brutalement, mais c'est bien ce que certains passages de la conclusion laissent entendre : « L'histoire aurait pu se dérouler autrement. La France et l'Algérie auraient pu connaître un autre destin que celui, tragique, de la guerre... [les Français] auraient vu tous les avantages qu'il y a à élever les indigènes au statut de véritables citoyens en leur assurant aussi bien l'égalité politique que l'accès à une certaine égalité socio-économique ». Et, dernières phrases, « Il avait

¹ 



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

prévenu. Il n'a pas été entendu. Du coup, la guerre d'Algérie ne pouvait être que l'issue d'une politique de colonisation ratée ».

On manifesterait quelque surprise à ce propos. Que bien des circonstances d'une politique d'expansion coloniale aient été à l'origine de bien des erreurs, nul ne saurait le nier et l'analyse en a été souvent faite, depuis deux ou trois décennies. Que la politique coloniale et algérienne de la France eût dû, pendant plus de cent trente ans, s'inspirer de Tocqueville, c'est sans doute aller un peu vite en besogne.

Tocqueville a donné lieu à d'innombrables interprétations de son œuvre et de ses activités politiques, les unes admiratives, d'autres plus critiques, voire parfois polémiques. On recommandera à ce propos la lecture d'un ouvrage déjà ancien, un recueil des écrits de Tocqueville à propos de l'Algérie (« Alexis de Tocqueville – De la colonie en Algérie », présenté par Tzvetan Todorov, 1968 et 1988). Certes la plupart de ces écrits sont mentionnés dans l'ouvrage en revue mais le lecteur qui voudrait y avoir accès indépendamment de l'interprétation d'Amine Boukerche y trouvera l'essentiel pour juger par lui-même. Une fois de plus, cet appel ne remet pas en cause l'approche d'Amine Boukerche, elle lui appartient et il y apporte de solides argumentations. Mais on peut évidemment ne pas toutes les partager, dialogue auquel incitent les bons ouvrages, ceux qui ne versent pas dans la polémique.

En une douzaine de chapitres, l'auteur rappelle d'abord ce qu'était le gouvernement des Turcs, dont le renvoi fut une erreur ; puis il décrit l'organisation sociale et économique des tribus arabes auxquelles le Français eurent à faire pendant la conquête, puis les « autres indigènes dont les Kabyles. Il consacre évidemment plus d'une dizaine de pages au « cas Abdel-Kader ». Enfin il rappelle les débats et autres controverses auxquelles donnèrent lieu, en Algérie et en Métropole, les modalités de la colonisation.

Bien entendu, cette revue se fait à la lumière des écrits et des prises de position publiques ou épistolaires de Tocqueville. Comme on l'aura compris, cet ouvrage est bien argumenté. On regrettera cependant l'absence, hors notes de bas de page qui en tiennent lieu, d'appareil critique.

On l'aura également compris, le rédacteur de la présente note de lecture ne pense pas tout à fait la même chose que l'auteur de l'ouvrage du bien-fondé des positions de Tocqueville à propos de l'Algérie ni surtout que si on l'avait écouté les choses eussent tourné différemment. La fin des empires coloniaux, souvent conflictuelle, parfois plus apaisée, dépend assez peu des modalités de conquête et de « mise en valeur » qui avaient cours à leur époque, plus souvent du contexte géopolitique et géoéconomique lors des décolonisations : entre la fin de la Seconde Guerre Mondiale et la chute du Mur de Berlin, la configuration du monde et sa tripartition entre bloc Atlantique, URSS et dépendances, « Non-Alignés » changeaient profondément la définition des politiques étatiques. Depuis, la globalisation et autres phénomènes ont bouleversé la donne et les enjeux.

Le rédacteur de la présente note de lecture doit cependant redire l'intérêt qu'il a trouvé à la lecture de l'ouvrage sous revue.

Jean Nemo